

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Mercredi 25 mars 1953, à 15 h. 10

Siège permanent, New-York

Page

L'ingérence des Etats-Unis d'Amérique dans les affaires intérieures d'autres Etats, telle qu'elle se manifeste par l'organisation, du côté du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, d'activités subversives et d'espionnage dirigées contre l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la République populaire de Chine, la République tchécoslovaque et d'autres Etats de démocratie populaire (A/C.1/L.34) [suite] 553

Président: M. João Carlos MUNIZ (Brésil).

L'ingérence des Etats-Unis d'Amérique dans les affaires intérieures d'autres Etats, telle qu'elle se manifeste par l'organisation, du côté du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, d'activités subversives et d'espionnage dirigées contre l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la République populaire de Chine, la République tchécoslovaque et d'autres Etats de démocratie populaire (A/C.1/L.34) [suite]

[Point 71 *]

1. Sir Gladwyn JEBB (Royaume-Uni) se propose de rechercher pourquoi la délégation tchécoslovaque a soumis à l'examen de l'Assemblée générale une question que la délégation de l'Union soviétique avait déjà présentée à la sixième session (A/1968/Rev.1), et cela bien que le projet de résolution de l'Union soviétique (A/C.1/685) ait été repoussé alors à une forte majorité.

2. La décision du Gouvernement tchécoslovaque peut s'expliquer par le fait que ce gouvernement vit dans un état de crainte permanent. Comme les journées de travail sont fort longues et sont mal rémunérées, l'absentéisme dans l'industrie a atteint le chiffre de 500.000 relèves par mois, d'après le journal communiste tchécoslovaque *Rudé Právó*. La situation des chemins de fer est officiellement considérée comme catastrophique et elle est encore pire à la campagne où la faim sert de moyen de contrainte pour forcer les agriculteurs au travail. Une garde auxiliaire, composée de groupes de choc communistes, a été organisée dans les villages et, en coopération avec la police secrète, elle est chargée d'arrêter toutes les personnes jugées suspectes. On a presque entièrement liquidé la classe bourgeoise en utilisant le simple procédé de la priver de cartes de rationnement. Entre-temps, chaque jour les réfugiés franchissent continuellement la frontière vers le monde libre, prouvant ainsi que la Tchécoslovaquie est actuelle-

ment un vaste camp de concentration où ne vivent que des prisonniers et des gardiens.

3. Sous un tel régime, les erreurs, la pénurie et la misère ne peuvent évidemment être imputées à un gouvernement divinement inspiré par le marxisme-léninisme-stalinisme; elles ne peuvent être que l'œuvre de boucs émissaires dont il existe des types devenus classiques. C'est ainsi que la presse accusa récemment les koulaks de saboter la distribution des denrées alimentaires. Il y a quelques années, le Gouvernement tchécoslovaque avait expliqué que la pénurie de pommes de terre était due aux doryphores lâchés par des avions américains. Lorsque la situation devient particulièrement critique, il faut même découvrir parmi les membres du gouvernement des agents de l'étranger et des procès sont montés dans lesquels les victimes confessent publiquement leurs crimes et reçoivent des condamnations sanguinaires.

4. Le mémorandum tchécoslovaque (A/2224/Rev.1) mentionne des actes d'espionnage qui auraient été récemment commis avec l'aide américaine; mais l'événement le plus récent en matière d'espionnage fut le procès et l'exécution de quelques-uns des principaux leaders tchécoslovaques. Quatorze membres importants du parti communiste furent liquidés sommairement, alors qu'ils avaient rempli des postes de confiance et reçu peu de temps auparavant des marques d'honneur de leur parti. L'acte d'accusation indique qu'avant le coup d'Etat de 1948, un groupe de conspirateurs aurait collaboré avec M. Bénès pour restaurer le capitalisme en Tchécoslovaquie. Après 1948, leur tâche aurait consisté à détruire la République populaire par une conspiration contre-révolutionnaire au sein du parti communiste. L'acte d'accusation décrit notamment comment Slansky aurait placé à des postes importants des réfugiés occidentaux, des trotskistes, des sionistes et d'autres ennemis du peuple tchécoslovaque, afin de se livrer du dedans à des activités subversives. Il est difficile pour ceux qui n'ont pas l'expérience de la vie dans les Etats actuels de l'Europe orientale d'imaginer cette atmosphère d'es-

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

pionnage, de conspiration et d'exécutions. C'est à la lumière de ces faits qu'il convient de juger les accusations portées contre les Etats-Unis.

5. Sir Gladwyn Jebb indique que le troisième chapitre de l'acte d'accusation du procès de Prague vise à établir que deux des accusés, MM. Bedrich Reicin et Vavro Hajdu, auraient participé à un réseau d'espionnage en entrant en contact avec le représentant britannique lui-même, dès 1946. A ce sujet, Sir Gladwyn Jebb déclare qu'avant d'avoir lu l'acte d'accusation, il n'avait jamais entendu parler de M. Reicin. Quant à M. Hajdu, il est exact qu'il le rencontra à la Conférence de Paris en 1946, qu'il échangea avec lui quelques propos anodins et lui parla de certains détails du projet de traité avec la Hongrie. Cependant, d'après le compte rendu officiel du procès de Prague, M. Hajdu aurait déclaré qu'il était entré en relations avec Sir Gladwyn Jebb et que ce dernier lui aurait indiqué qu'il savait que Hajdu était un agent de la police anglais et lui aurait suggéré de continuer ses activités d'espionnage, par son intermédiaire. M. Hajdu aurait ajouté qu'ultérieurement il lui aurait indiqué les intentions du Gouvernement tchécoslovaque au sujet du traité de paix avec la Hongrie. Or, tout ce qu'il y avait eu, c'était l'échange de quelques propos entre les représentants de deux gouvernements alliés au sujet d'une question d'intérêt commun. Pourtant ce simple fait servit de prétexte pour condamner M. Hajdu à vingt ans de réclusion.

6. Cette expérience personnelle permet au représentant du Royaume-Uni d'affirmer que le procès de Prague a été fabriqué de toutes pièces et n'est qu'un tissu de mensonges. C'est à la lumière de ces faits qu'il faut interpréter les accusations de sabotage proférées par les Républiques populaires à l'égard des gouvernements occidentaux. Personne ne peut prédire quand se produira une nouvelle purge en Tchécoslovaquie. Sans doute, quand la situation s'aggravera encore. En attendant, certains événements qui se sont produits récemment dans l'orbite soviétique permettent d'espérer que l'on aboutisse enfin à une politique moins agressive.

7. Ce n'était pourtant pas encore le cas lorsque la délégation tchécoslovaque demanda l'inscription de cette question à l'ordre du jour au mois d'octobre 1952; son intention était de prolonger la vague de xénophobie provoquée par le procès Slansky. Le memorandum de la délégation tchécoslovaque condamne le *Mutual Security Act* (loi de sécurité mutuelle) de 1951 ainsi que la loi complémentaire de 1952, prétendant qu'elles ont pour but d'organiser un réseau d'espionnage et des activités subversives contre les "gouvernements librement élus" des Républiques populaires, au moyen de fonds appropriés à cet effet.

8. En premier lieu, l'accusation lancée contre la loi tout entière est illogique, car ces fonds spéciaux ne représentent qu'une très faible partie de crédits que la loi destine à une série d'objets tels que notamment l'assistance économique à l'Europe occidentale, à la Corée et aux réfugiés de Palestine. En outre, comme le représentant des Etats-Unis l'a déjà indiqué (582ème séance), ces fonds pourront être utilisés par le Président des Etats-Unis pour aider les réfugiés politiques à participer, s'ils le désirent, à la défense de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord, étant entendu que le point de savoir si ces réfugiés doivent faire partie des forces de l'OTAN devra être décidé par les membres de cette organisation.

9. Il est probable que le Gouvernement tchécoslovaque s'oppose à ce que le droit d'asile soit accordé à ces réfugiés politiques. Il n'empêche que ce droit soit reconnu internationalement. Dans ces conditions, pourquoi refuser à ceux qui le souhaitent de servir dans les forces armées de l'OTAN qui, après tout, est une organisation de défense contre l'agression? Il est vrai que, pour certaines délégations, tout ce qui touche de près ou de loin à l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord est anathème. Le représentant du Royaume-Uni donne lecture de certaines dispositions du préambule et des articles 2, 3 et 5 de ce traité et montre que son caractère essentiel est l'assistance mutuelle dans le cadre d'une défense commune. Les dirigeants de l'URSS craignent-ils vraiment que les membres de l'OTAN ne participent à une conspiration contre leur pays? C'est bien possible. L'on sait, en effet, à quel point ces dirigeants sont capables de renverser les faits. Néanmoins, il y a des limites à leur imagination et à la crédulité des peuples libres. Si le Gouvernement de l'URSS éprouve des inquiétudes à l'égard de l'OTAN, il ne doit s'en prendre qu'à lui-même, car c'est sa propre politique d'impérialisme qui en fut la cause immédiate.

10. La loi de sécurité mutuelle est un des fondements de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord. Pour des millions d'hommes libres, cette loi est la preuve tangible qu'une nation puissante veut se joindre à d'autres pour créer un système de légitime défense collective, conformément aux dispositions de l'Article 51 de la Charte des Nations Unies. Contrairement à ce que prétend la propagande soviétique, cette loi ne recèle aucun impérialisme, ni aucune menace d'agression puisque les gouvernements et les parlements des divers Etats Membres donnent leur appui chaleureux à cette organisation.

11. En guise de conclusion, on peut dire que c'est la crainte et la haine qui ont incité le Gouvernement tchécoslovaque à présenter à nouveau cette accusation calomnieuse contre les Etats-Unis. Un régime fondé sur le contrôle de la pensée ne peut subsister que sur un fond de crainte et de haine. On ne peut s'empêcher de mentionner à ce propos la nouvelle vague d'oppression contre les juifs qui a déferlé en Tchécoslovaquie, en URSS et dans d'autres Républiques populaires. C'est la vieille histoire qui se répète; une fois la liberté supprimée, on peut s'attendre aux pires excès.

12. Que peut faire l'Occident devant ces manifestations de crainte et de haine? Ce n'est certes pas en suivant cet exemple que l'on réussira à neutraliser ou à réduire le mal. Il est vrai que ce mal est contagieux, mais si l'Occident veut préserver ses institutions politiques, il doit maintenir en toutes circonstances la liberté de pensée et d'expression. De plus, il est évident que l'Occident ne peut écarter la crainte éprouvée par les communistes en évitant de pourvoir à sa propre sécurité, car si les Etats de l'OTAN n'organisaient pas leur défense contre l'agression, il pourrait se créer une situation révolutionnaire qui serait immédiatement exploitée par les communistes.

13. Néanmoins, il est nécessaire que les gouvernements communistes comprennent qu'en l'absence d'agression de leur part, ils ne seront attaqués par personne. S'ils parviennent à comprendre cette vérité, il est possible que la haine et la crainte qu'ils ressentent s'atténueront. Il n'est pas impossible que l'humanité ne soit pas loin d'être parvenue à un tournant de son

histoire. Dans ce cas, une coexistence entre l'Ouest et l'Est permettrait enfin de s'attaquer aux problèmes de la sous-alimentation et de l'excès de population. On ne peut être très optimiste cependant. Si la haine et la crainte continuent à servir de fondement à la politique du bloc communiste, l'avenir restera sombre même dans le cas où l'humanité échapperait à une troisième guerre mondiale. Le monde libre doit rester fort, résolu et calme. Ce n'est pas lui qui pourrait dire quand se terminera la guerre froide; c'est à l'autre partie d'indiquer par des faits que le climat a changé. L'un des faits qui serait le plus significatif, à cet égard, serait l'abandon par le monde communiste de sa tentative pour imposer une uniformité culturelle et spirituelle totale.

14. M. BARANOVSKY (République socialiste soviétique d'Ukraine) déclare qu'en proposant à l'examen de l'Assemblée la question de l'intervention des Etats-Unis dans les affaires intérieures d'autres Etats, le Gouvernement tchécoslovaque a accusé le Gouvernement des Etats-Unis de favoriser les activités clandestines contre la sécurité de certains Etats au moyen de crédits votés par la loi de sécurité mutuelle du 10 octobre 1951, complétée par la loi du 20 juin 1952.

15. Le Gouvernement des Etats-Unis, au cours de son histoire, a, à maintes reprises, favorisé des activités de diversion dans les pays étrangers, notamment en Amérique latine, en Europe et en Asie. Ces activités de subversion ont été dirigées particulièrement contre l'URSS, puis contre les Républiques populaires. Les Etats-Unis ne diffèrent pas des autres Etats capitalistes dans l'emploi de ces méthodes. Néanmoins, c'est le seul pays qui ait voulu légitimer ces activités en les consacrant par des lois. Ces deux lois constituent une intervention flagrante dans les affaires intérieures d'autres Etats et une violation sans précédent des normes du droit international, des principes de la Charte et des obligations conclues le 16 novembre 1933 entre les Etats-Unis et l'URSS de ne pas subventionner des organisations militaires ayant pour but le renversement par la violence d'un des deux gouvernements.

16. Ces deux lois doivent être considérées dans le cadre de la politique des Etats-Unis à l'égard de l'Union soviétique et des Républiques populaires. Ce plan de diversion et d'espionnage fait partie intégrante de la préparation par les Etats-Unis d'une nouvelle guerre mondiale. C'est ainsi que dans un article paru dans le numéro de *Life* du 19 mai 1952, M. John Foster Dulles donnait les lignes générales du plan d'activités subversives menées dans les Républiques populaires à l'aide de fonds des Etats-Unis et indiquait les méthodes employées. Le but essentiel était, selon M. Dulles, de renverser les gouvernements établis et de favoriser l'évasion de traitres à leur patrie, afin de les utiliser comme cadres contre-révolutionnaires. M. Dulles parlait en effet de ces fugitifs comme des cadres du mouvement pacifique de libération. Des dizaines de plans du même genre ont été publiés aux Etats-Unis. Néanmoins, c'est la première fois qu'un programme de liquidation des Républiques populaires a été établi par un Secrétaire d'Etat des Etats-Unis. Il ne faut pas oublier non plus que le président Eisenhower, dans son discours du 25 août 1952 à la Légion américaine, a déclaré que les Etats-Unis ne seraient pas satisfaits tant que le flot du communisme agressif n'aurait pas été repoussé jusqu'aux frontières de l'URSS. Enfin, l'auteur James Burnham, conseiller du Département d'Etat, a pu écrire que les Etats-Unis devaient passer à l'offensive au

moyen de conspirations, d'activités subversives, de guerres localisées ou même en recourant à une guerre générale. Ainsi donc, les dirigeants actuels des Etats-Unis ont clairement indiqué que la politique des Etats-Unis consistait à rétablir le capitalisme dans les Républiques populaires. C'est pour arriver à ce but qu'ils ont fait passer les lois du 10 octobre 1951 et du 20 juin 1952.

17. Le caractère agressif de ces lois a été expliqué par de nombreuses délégations ainsi que par des représentants officiels des Etats-Unis. Néanmoins, M. Lodge, répétant les arguments du sénateur Mansfield à la sixième session de l'Assemblée, a prétendu à la 582ème séance que ces lois n'avaient provoqué aucune activité de diversion contre l'URSS ou contre les Républiques populaires et a donné comme preuve de son affirmation que, sur les 100 millions de dollars votés, 4.300.000 dollars seulement avaient été dépensés, exclusivement pour venir en aide à des réfugiés politiques. Il a même prétendu que cela constituait une œuvre philanthropique de la part des Etats-Unis à l'égard de ces malheureux réfugiés. Déjà à la sixième session, la délégation de l'URSS a montré que cette loi de sécurité mutuelle n'avait pas un caractère de bienfaisance, et le sénateur Mansfield fut obligé de reconnaître que les 100 millions de dollars votés étaient destinés au recrutement d'espions au service de l'OTAN.

18. Les auteurs de la loi de sécurité mutuelle ne laissent aucun doute sur le but de la loi. C'est ainsi que le représentant Kersten déclara que le but de son amendement à la loi était d'aider les réfugiés, de les utiliser dans des groupes nationaux adjoints à l'OTAN et d'aider ceux qui, en URSS et dans les Républiques populaires, luttent pour le renversement des régimes établis. Donc, contrairement à ce qu'a affirmé M. Lodge, cette loi de sécurité mutuelle n'a pas un caractère de bienfaisance mais un but d'agression.

19. Cette loi a déjà été mise en œuvre: des procès qui eurent lieu en Pologne, en Roumanie et en Tchécoslovaquie ont montré que les fonds des Etats-Unis sont utilisés par des agents contre-révolutionnaires. Peu important les sommes dépensées depuis la mise en application de la loi du 10 octobre 1951; ce qui compte, c'est que cette loi constitue une intervention dans les affaires intérieures des Etats en visant notamment à organiser des formations militaires contre les Républiques populaires.

20. Le magazine *U.S. News & World Report* a révélé qu'en 1951, les grands monopoles des Etats-Unis versèrent 350 millions de dollars aux organisations dont les activités étaient dirigées contre l'URSS. La Fondation Ford versa une forte subvention pour soutenir le mouvement d'émigrés ukrainiens dirigé contre l'URSS et l'Ukraine.

21. M. Lodge a prétendu que les déclarations de M. Dulles ou de M. Dewey n'émanaient pas d'hommes qui, à l'époque où elles furent faites, exerçaient des responsabilités gouvernementales. Il a ajouté, d'autre part, que les déclarations des sénateurs Wiley et Mundt n'avaient pas été faites par eux en leur qualité de sénateur. Il est facile de répondre que M. Dulles n'a pas renié ses propres déclarations et qu'au contraire il les met en application. De plus, comment faut-il juger un régime qui permet à des gens influents de demander dans les discours l'application de mesures agressives

contre un Etat étranger, sans prendre la responsabilité de leurs paroles?

22. M. Lodge a prétendu que la loi de sécurité mutuelle était inspirée par l'idée de la défense de la liberté. Il faut donc en conclure que l'impérialisme américain veut délivrer l'URSS et les Républiques populaires du communisme. C'est dans le même but que les nazis ont envahi l'URSS en 1941 et y ont semé la ruine et la désolation. On se souvient également qu'en 1918, ce sont les Etats-Unis, avec l'aide de la France et de l'Angleterre, qui ont voulu libérer l'Ukraine, en se fondant sur le principe wilsonien du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Trente-cinq ans plus tard, on voit que de nouveaux plans sont établis pour aboutir au même but. M. Lodge devrait se souvenir qu'aucune intervention étrangère n'a réussi à empêcher le peuple ukrainien de vivre selon le régime qu'il s'est librement choisi.

23. Le représentant des Etats-Unis prétend également que son pays respecte la liberté et la démocratie. Il a déclaré notamment qu'aucun citoyen des Etats-Unis ne désirait quitter le pays. Il oublie que Mlle Bukar, qui travaillait à l'ambassade des Etats-Unis à Moscou, a demandé refuge à l'URSS estimant qu'elle ne pouvait s'associer aux activités de sabotage des Etats-Unis contre l'Union soviétique. De plus, il n'est pas vrai que tous les citoyens américains peuvent quitter librement leur pays. Ils doivent d'abord faire l'objet d'une enquête. Récemment, des passeports ont été refusés à la délégation américaine au Congrès de la paix. Depuis longtemps les milieux dirigeants des Etats-Unis ont écrasé la démocratie dans leur pays et rejeté les dernières libertés bourgeoises qui leur restaient. Le pays, aux mains des réactionnaires, accueille terroristes, criminels de guerre, tueurs à gages, espions et traîtres étrangers.

24. Le représentant de Cuba a prétendu à la 584ème séance que l'URSS et les Républiques populaires menaient une politique agressive. Il a déclaré que la presse soviétique ne reproduisait que les déclarations des représentants de l'URSS ou des démocraties populaires aux Nations Unies. Cette allégation est complètement fautive, puisque les travaux de l'Assemblée générale sont résumés dans les grands quotidiens soviétiques et notamment dans *Pravda* et que l'on peut même y lire en résumé des déclarations calomnieuses faites, à la 522ème séance le 14 novembre 1952, par le représentant de Cuba.

25. Les délégations de l'URSS, de la Tchécoslovaquie, de la Pologne et de la RSS de Biélorussie ont prouvé le caractère agressif des activités des Etats-Unis. Ces preuves n'ont pas été réfutées. Les activités de terrorisme et de diversion menées avec les fonds des Etats-Unis contre l'URSS et les Républiques populaires sont vouées à l'échec; déjà elles ont provoqué une vigilance plus grande de la population pour défendre ses conquêtes et ses libertés.

26. La délégation de la RSS d'Ukraine appuie le projet de résolution de la Tchécoslovaquie (A/C.1/L.34) condamnant les activités de subversion et d'espionnage menées par les Etats-Unis contre l'URSS et les Républiques populaires et recommandant aux Etats-Unis de prendre des mesures pour faire abroger ces lois.

27. M. LODGE (Etats-Unis d'Amérique) déclare que loin d'être illégal ou agressif, le programme d'assistance aux réfugiés des Républiques populaires et de l'URSS a essentiellement un caractère humanitaire et est inspiré

par l'esprit de la Charte. Cette activité rentre dans le cadre d'un programme de défense du monde libre. Les Etats-Unis ont été forcés d'adopter ces mesures du fait de l'attitude de l'URSS. S'il n'y avait pas journellement des personnes qui tentent de s'évader de l'URSS et des Républiques populaires, il n'y aurait pas besoin de les aider. De même, si l'URSS ne donnait pas son appui à des guerres locales comme c'est le cas en Corée, il n'y aurait pas besoin d'un programme d'aide militaire ni d'action collective. Ce ne sont pas les Etats-Unis ni les Nations Unies qui obligent des hommes à quitter les Républiques populaires, ce ne sont pas non plus les Etats-Unis qui favorisent des guerres d'agression. A la fin de la deuxième guerre mondiale, les Etats-Unis ont désarmé. Il apparaît aujourd'hui que la confiance que les dirigeants américains d'alors avaient placée dans leur nouvel allié fut une grave erreur puisque l'Union soviétique, elle, est restée armée jusqu'aux dents.

28. Les Etats-Unis ne demandent qu'à vivre en paix, et c'est l'Union soviétique qui les a forcés à prendre ces mesures, afin d'éviter l'établissement de régimes dictatoriaux de par le monde. Si les dirigeants de l'URSS veulent savoir pourquoi il y a des activités subversives dans leur pays, ils n'ont qu'à en rechercher la cause dans leurs lois et leurs doctrines et leurs méthodes d'oppression. Ce sont ces doctrines qui constituent la force centrifuge qui pousse certains à franchir le rideau de fer à la recherche de la liberté et qui pousse aussi des armées d'agression au-delà du rideau de fer, en Corée, dans le sud-est de l'Asie et qui menacent l'Europe centrale et occidentale.

29. Le but de la loi de sécurité mutuelle est à la fois d'accorder un asile aux réfugiés et de mettre un frein aux agressions soviétiques. Quatre-vingt-quinze pour 100 des 100 millions de dollars autorisés par l'amendement Kersten sont consacrés à la défense du monde libre. Les 5 pour 100 restants sont destinés à l'assistance aux réfugiés des Républiques populaires. Les dirigeants de l'URSS considèrent que ce programme a un caractère agressif parce que leur sensibilité excessive les conduit à imaginer toutes sortes de menaces à leur égard. C'est pourquoi, à l'occasion, ils abattent des avions étrangers non armés ou signent un pacte avec Hitler, sans se préoccuper des répercussions peu favorables de leurs actes. Ces répercussions doivent cependant les gêner puisqu'elles affaiblissent le rôle qu'ils voudraient jouer comme champions de la paix et de l'humanité. Mais ils sont prêts à faire quelque sacrifice à cet égard pour sauvegarder leurs intérêts en tant que Puissance.

30. L'Union soviétique maintient ses pouvoirs tyranniques en empêchant ses ressortissants de communiquer librement avec le monde extérieur. Il est prévu dans le code pénal soviétique que les familles de tous ceux qui quitteront le territoire seront punies. Il est interdit d'envoyer des communications non censurées à l'étranger. Des ressortissants soviétiques mariés à des étrangers ne peuvent quitter le territoire de l'Union et les fonctionnaires de l'Etat ne sont pas normalement autorisés à parler à des étrangers. Les troupes d'occupation soviétiques à l'étranger sont mises en quarantaine et ne peuvent frayer avec les populations locales. D'autre part, les étrangers ne peuvent visiter librement l'URSS. Seuls des diplomates, quelques journalistes, certains commerçants et certaines délégations invitées spécialement peuvent entrer en Union soviétique. Les

mouvements des diplomates sont extrêmement limités, toutes sortes de restrictions leur sont imposées. Les journalistes doivent se borner à relater ce qui paraît dans la presse soviétique. Les délégations étrangères choisies sont encadrées et ne peuvent visiter que ce que l'on veut bien leur montrer. De plus, l'URSS ne publie que des informations très générales sur les divers aspects de la vie intérieure, afin de cacher au monde la situation telle qu'elle est réellement. Elle s'efforce par contre, par une propagande habile, de représenter l'Union soviétique sous des traits radieux tout en insistant sur les conditions défavorables régnant dans les États non communistes. Les mesures de protection et de propagande de l'URSS montrent à quel point ses dirigeants sont chatouilleux à l'endroit des enquêtes faites par l'étranger à leur égard. Leur crainte se trahit lorsqu'un de leurs ressortissants tente de s'enfuir. Ils n'hésitent pas, dans ce cas, à essayer de l'assassiner ou de l'enlever. On se souvient, par exemple, qu'en 1948, le consul général de l'URSS à New-York essaya de séquestrer une maîtresse d'école soviétique qui refusait de retourner en URSS. Le rapt du Dr Linse, à Berlin, l'été passé, par les autorités de l'Allemagne orientale n'est qu'un des exemples d'une pratique courante des autorités communistes le long de la frontière séparant l'Occident des Républiques populaires.

31. Ces incidents permettent de comprendre pourquoi les communistes n'accordent pas aux prisonniers de guerre la faculté de décider s'ils veulent ou non être rapatriés. Non seulement, les soldats soviétiques faits prisonniers doivent aux yeux des dirigeants de l'URSS être nécessairement rapatriés en Union soviétique, mais tous les étrangers civils ou militaires captifs en URSS ne peuvent être rapatriés dans leurs foyers. C'est ainsi que 3.000 soldats grecs et plusieurs milliers d'enfants grecs, des milliers d'Autrichiens, 63.000 Italiens, plus de 300.000 Japonais, probablement plus de 98.000 soldats allemands sont maintenus en URSS en état de captivité, tandis qu'un certain nombre de civils allemands sont encore détenus en Tchécoslovaquie et en Pologne. Les dirigeants de l'URSS ne peuvent admettre qu'un individu préfère la liberté à la tyrannie soviétique. Ils prétendent, en conséquence, que, lorsqu'une aide est apportée à des réfugiés politiques des Républiques populaires, il s'agit d'une agression et ils montent des simulacres de procès contre de prétendus traîtres pour contre-balancer l'effet produit par ceux qui ont préféré la liberté, ou bien encore pour liquider un certain nombre de personnes tombées en disgrâce.

32. Sans entrer dans le détail des persécutions soviétiques contre les chrétiens, les musulmans ou les juifs et sans examiner les persécutions contre les groupes ethniques qui ne sont pas russes, on ne peut s'empêcher de mentionner les massacres de 4.000 officiers polonais dans la forêt de Katyn au début de la deuxième guerre mondiale. Ces officiers avaient commis deux crimes, celui d'avoir défendu leur patrie contre l'envahisseur soviétique et celui d'avoir été faits prisonniers. Ce n'est qu'en 1943 que l'Allemagne nazie proclama la découverte du charnier de Katyn. A l'époque, on estima que ce crime pouvait bien avoir été commis par les nazis eux-mêmes. Néanmoins, des doutes subsistèrent, et de nombreux Polonais résidant aux Etats-Unis demandèrent qu'une enquête soit ouverte. En 1951, la Chambre des représentants des Etats-Unis créa une Commission spéciale chargée d'étudier les faits et les circonstances du massacre de Katyn. Cette commission

établit que la responsabilité des massacres incombe à l'URSS et, en particulier, à l'Organisation NKVD. Ses constatations sont d'une importance particulière puisqu'elles soulignent une politique en contradiction avec le principe de la dignité humaine tel qu'il découle du préambule de la Charte des Nations Unies.

33. Un autre aspect de la tyrannie soviétique sur les groupes ethniques non russes est illustré par la politique colonialiste soviétique en Asie centrale. Les dirigeants de l'URSS ont envoyé dans ces régions des milliers de colons slaves, au point qu'actuellement ils sont plus nombreux, bien souvent, que les populations locales. Les dirigeants locaux sont généralement des Slaves. C'est ainsi, par exemple, qu'au Kazakstan en 1948 la proportion d'indigènes employés dans huit entreprises locales variait de 2 à 14 pour 100. Le Dr Riaz Ali Shah, le spécialiste pakistanais de la tuberculose qui a visité l'Asie centrale en 1952, sur l'invitation du Gouvernement de l'Union soviétique, écrit qu'à Tachkent les Russes détiennent un bien plus grand nombre de postes gouvernementaux que les Ouzbeks. On peut se demander combien de temps il faudra encore pour qu'en Chine tous les postes de commande soient pris également par les Russes, laissant les Chinois dans un état semblable à celui dans lequel ils étaient au premier jour du colonialisme.

34. Le représentant des Etats-Unis déclare qu'il a brossé cet aperçu de la tyrannie soviétique, afin de mieux établir les raisons qui poussent des milliers d'hommes à quitter leurs foyers pour retrouver la liberté. On peut se demander combien de temps durera encore cette oppression. Il n'est pas nécessaire qu'une réponse hâtive soit donnée à cette question étant donné son importance. Néanmoins, le monde est en droit d'attendre une réponse. Peut-être M. Vychinsky l'apportera-t-il avec lui.

35. En attendant, il faudrait savoir quelles sont les intentions du Gouvernement tchécoslovaque à l'égard de William Oatis, le courageux journaliste américain, toujours détenu en Tchécoslovaquie. La délégation de l'URSS est-elle au courant du sort réservé par les autorités chinoises à la centaine d'Américains détenus en Chine? Le Gouvernement des Etats-Unis a été avisé que cinq de ses ressortissants sont déjà morts, à la suite de mauvais traitements, que vingt-huit au moins sont emprisonnés et que quatre autres sont arrêtés. Le 21 mars de cette année, trois autres Américains ont été enlevés par les Chinois, alors qu'ils étaient sur un yacht aux environs de Hong-kong. Les Etats-Unis seraient désireux d'avoir des réponses à ces questions.

36. La question qui se pose à la Commission consiste à savoir si les Etats-Unis, en assistant des réfugiés des Républiques populaires, participent à des actes d'agression et interviennent dans les affaires intérieures des autres Etats. Il est évident que le seul fait condamnable dans le problème des réfugiés est que le monde soit organisé d'une façon telle qu'il y ait encore des réfugiés. Par contre, les peuples libres ne peuvent se désintéresser des victimes de la tyrannie soviétique; l'assistance à ces réfugiés ne pourra s'arrêter que lorsque leur flot prendra fin, c'est-à-dire lorsque les dirigeants de l'URSS permettront à leurs peuples de vivre leur propre vie, suivant leurs propres aspirations.

37. Tant qu'il y aura des réfugiés, c'est un devoir humanitaire de les aider. C'est aussi un devoir imposé par la Charte des Nations Unies, qui est essentiellement

un engagement de défendre la liberté. Le programme de sécurité mutuelle cessera avec la disparition de la menace d'agression à l'égard des Etats-Unis et du monde libre en général. Les Etats-Unis préfèrent les négociations pacifiques à la course aux armements. Ils aspirent au jour où ils pourront entreprendre des négociations honnêtes. Ils sont prêts, à tout moment, à rencontrer l'Union soviétique à mi-chemin.

38. M. THORS (Islande) souligne que le représentant des Etats-Unis a indiqué que plus de 95 pour 100 des 100 millions de dollars prévus par la loi de sécurité mutuelle étaient destinés à un fonds d'assistance militaire et économique ayant pour but d'aider les nations libres à conserver leur liberté, alors que le solde, environ 5 pour 100, devait être employé à aider les réfugiés provenant des pays au-delà du rideau de fer. Ces réfugiés sont des apatrides qui sont venus trouver la liberté dans le monde démocratique. Ils sont dépourvus de tout, sans appui et sans argent. Les moyens prévus par la loi de sécurité mutuelle ont permis de réadapter nombre d'entre eux à une vie nouvelle. Plus de 2.500 ont déjà pu s'installer dans trente et un pays non européens. Pourquoi faudrait-il mettre un terme à de telles activités humanitaires? Il y a lieu au contraire d'être reconnaissant au Gouvernement des Etats-Unis des efforts qu'il a faits dans ce domaine comme dans tant d'autres et il faut espérer que ces activités poursuivront être poursuivies au cours des années à venir.

39. N'est-ce pas un paradoxe de constater que ceux qui accusent les Etats-Unis d'espionnage, d'activités subversives et d'ingérence dans les affaires intérieures d'autres Etats sont précisément des leaders du monde communiste qui subventionnent une cinquième colonne dans tous les pays démocratiques. Les partis communistes y sont encouragés, voire même payés, pour créer des troubles, nuire à la vie économique et renverser les gouvernements. En automne 1952, le Kremlin donna l'ordre aux communistes de tâcher de s'infiltrer dans les gouvernements des pays démocratiques. D'autre part, au sein de la Première Commission, les représentants du Kremlin expriment de façon presque émouvante leur désir de maintenir la paix internationale et de développer des relations amicales entre les nations. Leur campagne de haine contre les Etats-Unis semble peu faite pour faciliter de telles relations. Dans ces circonstances, il est difficile de prendre au sérieux leur profession de foi. Combien d'espions communistes a-t-on appréhendés jusqu'à ce jour? Un rapport sur ce point serait bien long.

40. La loi de sécurité mutuelle de 1951 a remplacé la loi de coopération économique de 1948. La Tchécoslovaquie avait en 1948 décidé de participer au Plan Marshall, mais ses représentants furent convoqués à Moscou et priés de se désister. Des expressions telles qu' "ingérence flagrante" sont surprenantes lorsqu'elles sortent de la bouche de personnes qui représentent des leaders communistes qui organisèrent le coup d'état de 1948.

41. L'Islande connaît l'effet bienfaisant de l'aide accordée par les Etats-Unis aux termes de la loi de coopération économique de 1948, connue sous le nom de Plan Marshall. Lors des négociations à ce sujet entre le Gouvernement islandais et le Gouvernement de Washington, celui-ci prit en considération toutes les demandes de modification du traité que le Gouvernement islandais estima nécessaire de présenter. Parlant

de ce plan d'assistance, le général Marshall soulignait le 5 juin 1947 qu'il était dirigé non pas contre un pays ou une doctrine quelconque, mais contre la famine, la pauvreté, le désespoir et le chaos. La main était tendue à tous les anciens alliés et aux vaincus eux-mêmes. L'URSS refusa cette offre et empêcha ses satellites d'en profiter. De 1948 à février 1953, les Etats-Unis ont dépensé 14.400 millions de dollars pour le relèvement de l'Europe. En ce qui concerne l'Islande, les bienfaits du Plan Marshall lui ont permis de faire face à l'avenir avec confiance. Aucune parole de haine, d'injure ou de propagande ne pourrait effacer des pages de l'histoire européenne le bilan éblouissant du Plan Marshall. La délégation de l'Islande estime qu'il convient d'encourager l'aide humanitaire d'où qu'elle vienne. Elle votera par conséquent contre le projet de résolution tchécoslovaque parce qu'il tend à condamner l'aide des Etats-Unis dans un domaine où elle est particulièrement nécessaire.

42. M. KATZ-SUCHY (Pologne) estime que le débat a pris une tournure que n'avait pas escomptée le représentant des Etats-Unis. La presse new-yorkaise avait prévu que celui-ci ferait une révélation qui réduirait à néant toutes les accusations soviétiques. Mais quand M. Lodge fit sa déclaration qui devait être sensationnelle, ce fut en réalité un coup porté à faux. Tous les membres de la Commission se rendent compte que l'accusation élevée par la Tchécoslovaquie est fondée sur des faits irréfutables. Dans ces circonstances, les représentants des pays amis des Etats-Unis furent priés de noyer ces faits dans un flot de discours relatifs à des sujets n'ayant rien de commun avec la question elle-même. Personne ne fut, par conséquent, surpris d'entendre un certain nombre de représentants expliquer en détail à quel point l'aide des Etats-Unis avait permis d'améliorer les conditions économiques de leur pays. On a, en outre, entendu les calomnies habituelles quant aux relations entre les pays de démocratie populaire et, notamment, entre ces pays et l'URSS. La seule surprise a été causée par le représentant du Royaume-Uni qui s'est vu assigner un rôle lamentable dans ce débat. Il a raconté des histoires sans fondement aucun et l'on peut se demander s'il y a lieu d'établir un bilan entre ces racontars et la visite récente à Londres de M. Tito, le "spécialiste" des questions soviétiques.

43. Le représentant des Etats-Unis, de son côté, n'a même pas tenté de nier un seul des faits précis qui ont été avancés. Il s'est lancé dans des digressions, s'inspirant ainsi des directives du conseiller actuel du président Eisenhower, sur les problèmes de la guerre psychologique, M. Charles D. Jackson, qui, dans un discours fait à Princeton, déclarait que les Etats-Unis, après avoir ri de Goebbels, de Hitler et de Mussolini s'étaient vus obligés d'établir un service de propagande, car la vérité ne suffit pas, si elle n'est pas appuyée par des arguments sonnants et trébuchants et par la propagande. S'inspirant de tels principes, le représentant des Etats-Unis s'est efforcé de sortir de son arsenal de mensonges et de calomnies tout ce qui lui semblait pouvoir servir à quelque chose. Il a parlé de la composition des gouvernements de l'Asie centrale, des étudiants des académies de médecine dans ces régions, confirmant ainsi que l'Asie centrale a effectivement une académie de médecine. Il a parlé de la liberté, de la terreur, des difficultés que l'on a à obtenir des renseignements sur ce qui se passe en URSS. Il serait facile de réfuter tous ces arguments: l'on pourrait parler de

ce qui se passe aux Etats-Unis en ce qui concerne la liberté, du sort réservé à toute personne qui s'inspire de principes pacifiques, des activités du Comité McCarran, du Federal Bureau of Investigation, bref de tout ce qui montre ce qu'est en fait la fameuse démocratie américaine. On pourrait mentionner les difficultés qu'ont éprouvées certains journalistes polonais pour entrer aux Etats-Unis, notamment, en ce qui concerne le journaliste polonais accrédité auprès des Nations Unies, qui n'a pas encore reçu son visa alors que l'Assemblée générale touche à sa fin.

44. Toutefois, il y a lieu de souligner qu'un passage de la déclaration du représentant des Etats-Unis constitue une basse calomnie. Il s'agit de ce qu'il a dit au sujet du massacre de Katyn. Ce massacre fut perpétré par l'Allemagne hitlérienne dans le but de susciter des difficultés entre les alliés au cours de la guerre. Il fut prouvé ensuite par des témoins impartiaux, lors des procès de Nuremberg, que ce massacre avait été commis par les armées hitlériennes. Mais un comité du Congrès des Etats-Unis fut établi, qui, avec l'aide de quelques gangsters servant de témoins anonymes, produisit des dépositions fantastiques, sur la base desquelles le verdict fut rendu. Le mensonge restera toujours mensonge, même s'il est enveloppé dans le drapeau américain. Il y a cependant lieu de regretter que la Commission soit tombée si bas que l'on puisse y répéter des mensonges imaginés par Hitler. Les femmes et les enfants des victimes de Katyn ont été révoltés de voir leurs souffrances utilisées aux fins de propagande contre leur propre pays.

45. Le représentant des Etats-Unis a eu recours à de tels arguments parce qu'il ne savait comment réfuter les accusations portées contre son gouvernement en ce qui concerne l'ingérence dans les affaires des autres Etats. Le texte de la loi de sécurité mutuelle ne laisse subsister aucun doute à cet égard. Il y est question de prêter aide à des personnes se trouvant à l'intérieur du territoire de l'URSS, de la Pologne ou de ceux qui s'en échappent. De quel genre d'aide s'agit-il? M. Lodge ne l'a pas expliqué. Serait-il question de leur envoyer des cadeaux de Noël? On parle d'aide aux réfugiés; on s'efforce de donner à ces entreprises un caractère humanitaire. Depuis quand la formation d'unités militaires nationales peut-elle être considérée comme une aide aux réfugiés? Ce dont il s'agit en vérité, c'est d'une préparation au crime d'agression.

46. Il ressort clairement d'un échange de vues entre les représentants Kersten et Vorys, lors des débats parlementaires au sujet du programme de sécurité mutuelle, que l'intention est de créer une légion polonaise qui serait intégrée dans l'armée européenne. Cet arrangement présenterait même, dit-on, un profit matériel ou tout au moins une économie parce que les membres de cette légion toucheraient une solde moins élevée et auraient des uniformes moins coûteux que les soldats américains. L'explication de M. Vorys indique nettement qu'il ne s'agit pas d'aider les réfugiés mais de mettre des citoyens polonais à même de se battre pour la cause des Etats-Unis.

47. M. Lodge n'a pas démenti l'existence d'un plan américain d'opération en Pologne connu sous le nom de "plan Vulcain". Il n'a pas nié qu'un avion avait décollé le 24 novembre 1952 de Wiesbaden et parachuté deux personnes en territoire polonais. Il n'a pas nié l'existence en Allemagne de centres d'entraînement

dont les emplacements ont été indiqués par le représentant de la Pologne. Son silence ne peut être interprété que comme une tentative pour cacher la vérité.

48. La vérité, c'est que depuis l'avènement des régimes de démocratie populaire en Europe orientale, les Etats-Unis ont essayé de les saper par tous les moyens. Au lieu de poursuivre de telles activités, ceux qui désirent sincèrement la paix devraient étudier cette nouvelle forme de gouvernement. Ils comprendraient alors que les gouvernements de démocratie populaire jouissent de l'appui des masses et que c'est grâce à cet appui qu'ils parviennent à exécuter leur vaste plan de développement économique. De cet appui ils tirent également la force nécessaire pour résister à toute pression, politique ou économique, et c'est cet appui qui leur permet de découvrir immédiatement toute tentative d'infiltration.

49. Entre les deux guerres, des fables furent répandues sur la prétendue faiblesse de l'URSS. Certains, comme Hitler, sont tombés victimes de leur propre propagande. Ils croyaient pouvoir trouver des alliés à l'intérieur du pays. La même déception attend tous ceux qui, aujourd'hui encore, croient qu'ils trouveraient dans les pays qui se sont libérés de l'oppression étrangère des gens prêts à souhaiter la bienvenue à une armée d'occupation. Ils voient la Pologne et les autres pays de démocratie populaire sous les traits que leur dépeignent quelques émigrants à la solde du Département d'Etat. Plusieurs des individus mentionnés par M. Lodge ont été condamnés par les tribunaux de leur pays; d'autres craignent le châtiment qui les attend pour des crimes commis soit récemment, soit au cours de la dernière guerre ou entre les deux guerres; d'autres sont d'anciens exploités qui, au lieu de gagner leur pain quotidien en travaillant, préfèrent vivre aux crochets du Département d'Etat. Il suffit qu'un criminel dise qu'il est en désaccord avec le régime qui est en vigueur dans son pays pour qu'il devienne un réfugié politique, un héros du nouveau monde dont parle M. Lodge. Ces gens ne représentent rien d'autre que leurs propres intérêts, leur nostalgie de reprendre le pouvoir. Leur unique espoir est une troisième guerre mondiale. Dans ces conditions, on se demande s'il est possible qu'il y ait encore quelqu'un qui veuille appuyer le programme belliqueux des Etats-Unis afin d'aider quelques émigrants sans valeur à s'emparer du pouvoir. Il est lamentable et surprenant de voir un pays si grand se ravalier jusqu'à employer de si basses méthodes de propagande.

50. Les représentants du Royaume-Uni et des Etats-Unis et d'autres encore ont tâché de donner l'impression que les réfugiés n'allaient que de l'est vers l'ouest. Il y a cependant lieu de rappeler le cas de ces deux agents qui, ayant compris ce que les Etats-Unis demandaient d'eux, se présentèrent aux autorités polonaises avec la somme de 1.160.200 dollars qu'on leur avait donnée pour qu'ils agissent contre leur propre pays. Des centaines d'hommes et de femmes qui se trouvaient à l'étranger se sont également présentés aux autorités peu de temps après que la propagande américaine eut commencé de révéler les intentions américaines à l'égard de la Pologne. De plus, l'on a empêché des réfugiés polonais de rentrer dans leur pays, des centaines d'autres ont été déportés dans différents pays contre leur volonté, des milliers ont été forcés d'échanger leurs passeports polonais contre des passeports de l'Organisation internationale pour les réfugiés. En outre, des

missions de rapatriement polonaises se sont vu refuser l'accès des camps de réfugiés. Il existe même une disposition aux termes de laquelle les tribunaux américains ont le droit de décider si les enfants polonais doivent être rendus à leurs parents en Pologne ou s'il est préférable de les envoyer ailleurs; le représentant de la Pologne mentionne trois cas où les tribunaux américains se sont prononcés contre le retour d'un enfant à ses parents en Pologne.

51. Chaque fois que l'on fait allusion à une déclaration faite par une personnalité américaine, le représentant des Etats-Unis rétorque qu'il s'agit d'une opinion exprimée à titre privé et non à titre officiel. Sans doute emploiera-t-il une tactique semblable en ce qui concerne la composition d'un organisme dont l'objectif est l'espionnage et le sabotage en Pologne. Il s'agit du Comité national pour une Europe libre comprenant M. Joseph Grew, ancien ambassadeur à Tokyo, ancien sous-secrétaire d'Etat, ancien membre de la Commission de l'énergie atomique, le général Eisenhower, à l'époque commandant des forces de l'OTAN, M. Arthur Bliss Lane, ancien ambassadeur des Etats-Unis en Pologne, M. William Donovan, connu pour ses activités d'espionnage dans l'Europe entière, Allen Dulles, chef de la Central Intelligence Agency (bureau central de renseignements), M. James Farley, de la compagnie Coca-Cola. Ce comité était censé se tenir en rapport avec un conseil politique qui agissait clandestinement en Pologne. La preuve a été faite que le Comité national pour une Europe libre devait recevoir tous les renseignements obtenus en Pologne par le conseil politique en question. Peut-on soutenir sérieusement que ce comité ait été composé de personnes privées? Faut-il aussi rappeler que le Secrétaire d'Etat lui-même adressa à ce comité une lettre lui assurant son appui cordial? Le Secrétaire d'Etat a-t-il écrit cette lettre à titre privé lui aussi? On en vient à se demander s'il existe aux Etats-Unis une seule personne que l'on puisse considérer comme une personne officielle. M. Katz-Suchy rappelle sa déclaration à la 585ème séance ayant trait au livre de M. Stanton Griffis, ancien ambassadeur des Etats-Unis à Varsovie. Il cite également des extraits du journal du général Grow, ancien attaché militaire des Etats-Unis à Moscou, tendant à indiquer que celui-ci était d'avis à l'époque que les Etats-Unis devaient porter un coup à l'URSS le plus tôt possible. L'authenticité du journal du général Grow n'a jamais été démentie par le Gouvernement des Etats-Unis. Le général fut d'ailleurs traduit en conseil de guerre et condamné. Plus tard, l'ordre fut donné aux attachés militaires américains de ne pas tenir de journal.

52. Le représentant du Royaume-Uni a posé la question de savoir ce que peut faire l'Occident. La question

est beaucoup plus vaste: il s'agit de savoir ce que peuvent faire tous les membres de la Première Commission. Elle a été saisie de la question dans l'espoir que les Etats-Unis révoqueraient la loi de sécurité mutuelle et prouveraient ainsi qu'ils sont disposés à collaborer à l'œuvre de paix. En adoptant le projet de résolution tchécoslovaque, la Commission indiquerait que l'Organisation des Nations Unies s'oppose à toute ingérence dans les affaires intérieures des Etats et qu'elle est disposée à défendre les principes de la Charte.

53. M. DE SOUZA GOMES (Brésil) déclare que pas un seul fait, pas un seul argument nouveau n'a été avancé qui puisse justifier les termes du projet de résolution tchécoslovaque. Il estime que ce projet de résolution ne vise que des fins de propagande et a pour but de donner aux partis communistes des différents pays de nouveaux prétextes et des mots d'ordre pour leurs menées.

54. L'attitude agressive du représentant de l'URSS et du représentant de la Pologne est d'autant plus choquante que certains s'appliquaient à rechercher un sens constructif dans les déclarations des nouveaux dirigeants de Moscou. Ces récentes manifestations de haine, ces violentes attaques ne font qu'aggraver la tension actuelle. Elles ne constituent certes pas des mesures tendant à écarter la menace d'une nouvelle guerre et à consolider la paix et l'amitié entre les peuples, et elles démentent aussi le libellé d'une autre question portée à l'ordre du jour de la présente session par l'un des membres du bloc soviétique. La solution de tous les problèmes en suspens serait considérablement facilitée par une nouvelle attitude de la part de l'URSS et des Etats qui se trouvent sous son influence politique.

55. Sans vouloir entrer dans une discussion de fond de ces problèmes, le représentant du Brésil tient à attirer l'attention sur le refus de l'Union soviétique de coopérer à une solution du problème des prisonniers de la deuxième guerre mondiale. L'Assemblée générale a déjà traité à sa 415ème séance plénière de la question du sort des membres des forces armées helléniques détenus dans certains pays au nord de la Grèce. Un autre problème est celui des prisonniers italiens retenus en URSS dont le nombre s'élèverait à environ 63.000. Le Gouvernement de l'URSS a fait la sourde oreille à tous les appels demandant que ces prisonniers soient restitués à leur famille ou à leur patrie. Ces problèmes ne sont pas insolubles, mais leur solution dépend d'un minimum de bonne volonté et d'un désir sincère de coopération. Le mot "paix" ne doit pas être employé comme un leit motiv dans des buts de propagande révolutionnaire. Il ne doit pas servir à déguiser l'intention d'empêcher la coopération pacifique entre les peuples.

La séance est levée à 18 h. 10.